

ARRETE DU MAIRE

N°2023/1001

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC « LE CLOS CHARM'LIN »

-ABROGE L'ARRETÉ n°2023/832

Le maire de la commune de Cogolin,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2213-6,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L 2121-1, L 2122 -1 et suivants, L 2132-2, L 3111-1,
Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L 113-2, L 141-2, R 116-2, et le chapitre VI du titre 1er du livre 1er,
Vu le code de commerce,
Vu le code pénal, notamment ses articles 131-13 et R 610-5,
Vu la délibération n° 2022/10/11-3 du conseil municipal en date du 11 octobre 2022, portant adoption du règlement de voirie communale,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 décembre 2022 fixant les droits de voirie et redevances d'occupation du domaine public pour l'année 2023,
Vu l'arrêté n°2021/945 du 03 novembre 2021 portant délégation de fonctions de Monsieur Geoffrey PECAUD en qualité d'adjoint au Maire,
Considérant l'arrêté n°2023/832 portant autorisation du domaine public au Clos Charm'Lin pour la présence de 4 chevalets publicitaires sur l'espace public,
Considérant le retrait des dispositifs du domaine public par le gérant,

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté N° 2023/832 du 15 juin 2023 est abrogé.

Article 2

Monsieur le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le chef de la police municipale et Monsieur le receveur placier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente autorisation qui sera :

- publiée sur le site de la ville
- notifiée à l'intéressé

Fait à Cogolin, le 24 juillet 2023

Pour le maire
L'adjoint délégué,

Geoffrey PECAUD



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon - 5 rue Racine - BP 40510 - 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens » accessible par le site Internet

www.telerecours.fr